



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Nation, Nationalisme, Communautarisme : une tentative de clarification

Olivier Meuwly*

Entre rationalisme et romantisme

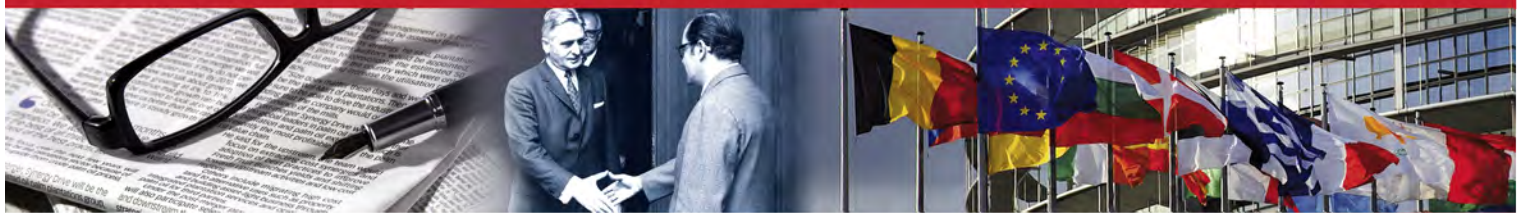
L'idée de nation est relativement récente. Certains repèrent certes les prodromes d'un engagement marqué du sceau de la nation dans la Guerre de Cent Ans. Mais le sentiment qu'une collectivité peut se définir à travers une identité nationale, puisée dans un territoire, un passé et une langue communs à tous ses membres, s'impose bien plus tard. Le siècle des Lumières est décisif. D'un côté, la raison appelle au renversement des anciennes hiérarchies au nom de la raison comme fondement d'une liberté qui ne peut être qu'individuelle. L'idée prend forme que, au roi, incarnation symbolique de l'unité nationale, font face non plus de simples sujets, mais des individus dotés de leur propre discernement et qui, ensemble, forment un peuple. Avec des nuances : pour Sieyès, l'auteur de *Qu'est-ce que le tiers Etat?*, la nation est composée avant tout de la partie du peuple qui travaille et fait fonctionner le corps social.

D'un autre côté, à travers le mouvement allemand du *Sturm und Drang* et le romantisme qui le prolonge, s'articule une autre vision du peuple et de la nation. Herder dépeint le peuple dans son unité culturelle, immergé dans une histoire sculptant son âme. Seule une conscience commune de faire « un » et la conviction que l'identité individuelle, subjective, se nourrit d'une identité collective supérieure peuvent lui offrir sa réelle profondeur. Cette lecture du collectif s'inscrit dans un refus d'une raison castratrice de l'irrationnel, consubstantiel, lui, à l'esprit humain. Autant le peuple des Lumières françaises s'affirme dans une raison triomphante, hostile à la magie divine ciselée par l'alliance du trône et de l'autel ; autant le peuple dessiné par le romantisme allemand est indissociable de ses attaches avec son passé et s'avère incompréhensible dès qu'il est sorti de ses déterminants régionaux et culturels.

La nation française, dont la Révolution de 1789 consacra l'avènement, s'appuie ainsi sur un peuple d'individus libres et conscients de leurs capacités. La nation allemande, elle, se saisit dans son unité organique, où les individus découvrent leur liberté dans la reconnaissance dans un Tout qui les enveloppe de son voile protecteur. La Révolution française, tombée dans l'ornière en 1793, aura tendance à entremêler ces deux approches, sous l'influence, en partie du moins, de Rousseau, situé à la charnière du rationalisme des Lumières et du romantisme. Robespierre s'en prétendra un disciple enthousiaste. La nation existe dès lors, pour les révolutionnaires, dans une homogénéité présumée, dont la noblesse et le roi se seraient abstraits. Romantique dans la projection d'une nation mythiquement unifiée, rationnelle lorsque, derrière la nation, elle débusque un peuple formé d'individus libres, la Révolution va finir par se noyer dans un prosélytisme lourd de contradictions : universaliste par les droits qu'elle croit apporter en offrande à l'humanité, elle se heurtera à des nations jalouses de leur identité et peu désireuses de subir la mainmise française. Les *Discours à la nation allemande* de Fichte sont en germe.

Les ambiguïtés du liberalism

La fin de l'ère napoléonienne place les penseurs du politique devant un défi de taille. Comment préserver les fruits de la révolution, la liberté et l'égalité, sans que l'idée démocratique ne sombre dans la terreur ? Pour les tenants de la



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

monarchie absolue, la solution est simple. Un retour à l'Ancien Régime est nécessaire : c'est dans ce cadre seul que s'épanouit la liberté, à l'abri des fulgurantes illusions promises par la liberté abstraite contenue dans la Déclaration des droits de l'homme. Hegel investit ses espoirs sur un régime monarchique qui serait à même d'« absorber » le romantisme et le rationalisme en une synthèse les « sublimant » dans un Etat fort, garant des libertés. La gauche présocialiste hésite entre deux voies : un Etat de type jacobin, charpenté selon Louis Blanc sur l'idée d'un peuple « un » et souverain, dans une structure centralisée où la nation remplacerait le roi ; et un pré-anarchisme confiant, avec Fourier, dans la société capable de s'organiser en toute spontanéité, à l'abri de toute autorité extérieure, religieuse ou politique.

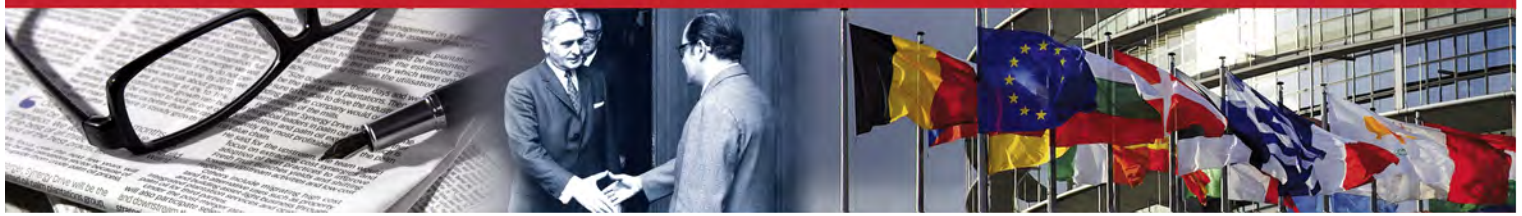
Enfin le libéralisme, avec Benjamin Constant, influencé par Sieyès, tout en proclamant la liberté individuelle fondée sur la raison, va penser le « Moi » individuel dans son lien indissociable avec le « Moi » collectif. Si l'individu a droit à une liberté protégée dans toutes ses déclinaisons (conscience, réunion, presse...) par une Constitution elle-même articulée sur un subtil équilibre des pouvoirs, il ne peut la vivre dans l'isolement. La société ne peut se résumer à une coagulation d'atomes s'ignorant les uns les autres. Germaine de Staël en est persuadée : l'individu ne peut s'avouer authentiquement libre que si le groupe auquel il appartient l'est aussi. Pour le libéralisme, la liberté doit être individuelle et collective. Il réalise ainsi une combinaison originale entre le rationalisme et le romantisme : l'individu est sauvegardé dans sa singularité mais ne connaît son plein développement qu'inséré dans un Tout qui revêt les traits de la nation. Les fondements de l'Etat national sont posés.

Dans le paysage politique de la Restauration, le libéralisme occupe le centre gauche. La nation constitue le cadre naturel dans lequel peut s'élaborer une politique au nom du peuple. Pour le libéralisme, la souveraineté appartient certes à ce dernier mais doit être « déléguée », par le biais d'un système représentatif. Les républicains, sur la gauche des libéraux, reprennent cette idée. Seule leur variante helvétique (radicale) ira jusqu'à admettre que le peuple n'est pas uniquement détenteur de la souveraineté, mais qu'il a le droit de l'exercer lui-même. Il n'empêche : si les partisans de l'Ancien Régime pensent la nation par le truchement du monarque qui l'incorpore dans sa dignité royale, les républicains, à l'instar de Giuseppe Mazzini avec sa Jeune Europe, imaginent la conquête du pouvoir par le peuple comme un mouvement d'essence profondément nationale. Pour se libérer des vestiges de l'Ancien Régime, c'est par un appel à la foi patriotique que les républicains espèrent voir leurs pays respectifs accéder à une démocratie entière.

De gauche à droite

La nation apparaît ainsi comme le passage obligé vers la démocratie, dont le nombre des adeptes augmente. Les Etats nationaux s'édifient autour de ce paradigme. Les luttes politiques s'avivent entre des conservateurs, qui ont parfois emprunté certains éléments du libéralisme, et les républicains pour lesquels le combat pour la démocratie se superpose à celui pour l'indépendance nationale. On le constate en particulier dans les nombreuses nations soumises à des empires ancestraux. Le « Printemps des peuples », en 1848, se calque sur ce modèle. Mais un virage s'opère à partir des années 1860. Portés par un idéal progressiste où se rejoignent l'amour de la science et l'abandon de la religion comme norme sociale, les Etats nationaux, républicains ou non, adhèrent aux enseignements de l'industrialisme naissant. Mais le capitalisme en mutation enclenche d'importants bouleversements sociaux. Le problème du paupérisme, qui n'est pas neuf, prend une ampleur inconnue jusque-là. De nouveaux antagonismes apparaissent. Si le conflit religieux n'a pas disparu, il est désormais débordé par une lutte des classes que Marx avait théorisée en 1848.

Le monde vit sa première mondialisation, sur un fond de découvertes scientifiques qui modifient en profondeur la vie quotidienne. Le rail abolit les distances, l'électricité illumine les rues, le téléphone pénètre dans les bureaux et bientôt dans les logements. Les habitudes de consommation changent : bientôt les premiers grands magasins verront le jour. Un sentiment d'ubiquité se répand, en même temps que la carte du monde rapetisse. Les explorateurs de la Renaissance



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

avaient redessiné le globe ; désormais, les espaces soustraits à la voracité curieuse des Etats industriels se raréfient. Au début du XXe siècle, les pôles seront vaincus. L'esprit commerçant pousse à ouvrir de nouveaux marchés. L'orgueil national s'en mêle, aiguillonné par une frénésie missionnaire qui dépiste dans les peuples conquis, et conviés par la petite porte au banquet de l'humanité, autant d'âmes à sauver. Un Dieu miséricordieux, mais dépouillé de son magistère traditionnel que lui a dérobé le progressisme laïc, fournit sa caution éthique. L'impérialisme consacre le règne de l'Europe sur le monde : même l'Asie doit se soumettre.

L'univers nouveau qui s'éveille n'est en rien apaisé. L'opposition entre le rationalisme et le romantisme du début du siècle revêt de nouveaux atours. Au capitalisme industriel et financier s'oppose une volonté de nouer un rapport nouveau entre les humains, broyés par la machine, et la nature, elle aussi victime de l'inventivité mercantile des capitalistes. Face à ce monde qui bascule dans une modernité subite, des interrogations surgissent : comment sauver l'individu réifié dans une société transformée en chaîne de montage ? Plonger aux racines de l'humain, dans son irrationnel, pour l'aider à survivre au milieu des fumées d'usine, excite la curiosité de Freud. Nietzsche invite à le repenser en dehors du conformisme de la société industrielle. L'alliance entre le Moi individuel et le Moi collectif ne vole-t-elle pas en éclats ? L'internationalisme prêché par le socialisme, ennemi de l'impérialisme et de la propriété privée, apparaît pourtant à beaucoup comme le symétrique de l'obsession industrielle avide de marchés. La nation s'identifie à la nature saccagée : cadre d'une action politique fièrement aimantée par l'idée d'un progrès continu, elle devient un refuge contre une étouffante modernité, contre la destruction des repères d'une société bousculée.

La nation et les maux de l'humanité

Venue de la gauche, l'idée de nation échoue dans l'escarcelle d'une droite qui a divorcé du patriotisme rituellement entretenu par les Etats nationaux de la Belle Epoque. La nation constitue désormais un barrage contre l'internationalisme égalitariste et liberticide du socialisme, marxiste ou anarchiste, mais aussi contre le capitalisme financier cosmopolite dans lequel se prélasseraient les bourgeois repus, acoquinés avec les capitaines d'industrie. En France, aux avant-postes de ce néo-romantisme en marche, Maurras et Barrès, pour ne citer qu'eux, chantent les vertus de la terre nationale, que cultive le paysan attaché à son pays par ses convictions et par son travail quotidien. D'Annunzio en Italie, Wagner avant eux en Allemagne hissent la nation au rang d'un idéal, vêtu d'une toge presque religieuse. Le nationalisme émerge. Dans ce contexte, l'étranger surgit comme une menace, prompte à détruire l'harmonie romantique que réaliserait une nation couvant ses enfants, prêts à mourir pour elle. L'image perdra sa connotation poétique en 1914 quand les Etats nationaux, monarchiques ou républicains, agressés dans leurs ambitions, persuadés de la justesse de leur cause, enverront leur jeunesse s'étriper dans les tranchées...

Ce néo-romantisme qui caractérise la fin du XIXe siècle ne se faufile pas que sur le flanc droit de l'échiquier politique. Il se répand aussi à gauche, où il trouve dans le mouvement anarchiste un relais puissant, rivé sur le mythe de la grève générale rédemptrice, internationaliste. Une communauté humaine s'installerait, réconciliée avec la nature et composée de groupes constitutifs d'un grand Tout recréé, dans lequel l'individu pourrait se recroqueviller dans un sentiment de plénitude. Une chaîne ininterrompue se formerait, par-delà les frontières et détentrice de sa propre unité. Un romantisme internationaliste, où le Tout s'alimente de l'unité humaine, s'oppose à un romantisme national où le Tout se compose des alvéoles nationales qui, coagulées, refondent l'unité. Pour l'heure, ce néo-romantisme de droite voit son audience s'élargir, à grands renforts d'antisémitisme parfois. La nation, devenue « nationaliste » n'est plus interprétée comme le simple substrat d'un Etat national, mais doit recouvrer son sens premier, de communauté d'égaux vivant dans le même terroir, le même passé. Et c'est à elle que seront attribués les drames de la première moitié du XXe siècle. Matrice dévoyée des élans fascistes et nazis, elle est considérée comme la source originelle d'une vision du monde intolérante et promouvant la haine d'autrui. Bardée de cette sulfureuse réputation, la nation est reléguée comme un mal à éradiquer, dès 1945.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

Les Etats nationaux demeurent pourtant les cadres institutionnels appelés à expulser le 40me nationalisme par une 40me intensifiée que 40me l'ONU. Une nouvelle forme d'Etat est inventée : l'Etat à la fois démocratique, 40me et 40me, qu'approvisionne l'essor économique foudroyant des « Trente glorieuses », ces trente années de croissance qui suivent la fin de la guerre. Mue comme la droite par un anticommunisme 40me, la gauche sociale-démocrate reconnaît la nécessité d'une économie de marché performante, couplée à une 40me militaire compatible avec les impératifs de la guerre froide. De son côté, la droite libérale accepte de patronner un Etat providence, chargé de redistribuer équitablement les fruits de la croissance. Gauche et droite s'habituent à 40me pragmatique de l'Etat, loin de conflits idéologiques jugés symptomatiques des totalitarismes, brun, noir ou rouge. L'idéologie est honnie et la nation, identifiée au 40me renvoyé sur le banc des 40me comme complice des guerres mondiales, 40me avec elle. Elle n'est qu'une construction mentale que l'on peut déconstruire...

La rupture soixante-huitarde

L'apparente stabilité qui sous-tend les « Trente Glorieuses » cache en réalité un sentiment de révolte croissant, dont les jeunes générations, nées durant ou juste après la guerre, se font le porte-voix. La démocratie et la liberté que les démocraties occidentales prétendaient avoir restaurées après la guerre seraient-elles restées des vœux pieux ? Ne faut-il pas poursuivre le combat, quitte à se dresser contre une société enfoncée, selon elle, dans les mêmes fonctionnements autoritaires qui l'avaient conduite à sa perte ? L'ancienne lutte des classes doit être élargie. Au nom d'une égalité qu'il s'agit de parachever, il convient de défendre tous les opprimés de la terre, les femmes, la nature, tous victimes d'un capitalisme qui imposerait encore son inoxydable loi d'airain. Il faut libérer l'individu, lui restituer son authentique liberté, lui permettre de s'émanciper des traditions éculées, de prendre la parole, d'exercer un vrai contre-pouvoir face aux gérants d'un Etat providence sur le point de faire faillite. Les crises économiques des années 70 ne trahiront-elles pas ses promesses ? L'Etat est disqualifié comme « bourgeois » et la gauche sociale-démocrate le rejoint dans l'opprobre : elle se serait couchée devant une droite accusée d'entretenir ses vieux démons bien sûr fascistes...

La société doit prendre son destin en mains. Telle est la volonté qui anime les mouvements en train de prendre leur envol à la fin des années 1960. Ils donnent naissance à une « Nouvelle gauche », plus vindicative, plus rétive à adouber le accord conclu entre sociaux-démocrates et « libéraux ». S'ouvre l'ère de la déconstruction, sur les tons haletant d'un postmodernisme omniprésent et individualiste qui entend réinventer la société. Contre le marxisme officiel de la gauche sociale-démocrate ou communiste, le trotskisme, le maoïsme, l'anarchisme, le spontanéisme voire le situationnisme inspirent cette jeunesse révolutionnaire, artisanne d'une société réellement émancipée, renouvelée. Regardée depuis longtemps d'un air soupçonneux, la nation se retrouve une fois de plus au centre des attaques les plus virulentes. Foyer d'une vision du monde fleurant les temps anciens, elle doit être anéantie, sous la tutelle d'un irénique effacement des frontières, et des limites qui enserraient la société. L'enseignement des histoires nationales est méprisé comme une concession inacceptable à une lecture rétrograde de l'aventure humaine. Le postmodernisme ambiant doit rimer avec « postnationalisme ».

Mais la nation a-t-elle réellement disparu des écrans radar ? Partout dans le monde éclatent des mouvements de libération nationale. En luttant contre l'impérialisme occidental, ils symbolisent l'un des paradoxes des années 60 et 70 : sous un habillage marxiste, ils ont des visées clairement nationalistes. De Belfast à Saïgon, de Bilbao au Caire, ces mouvements défendent farouchement leur indépendance nationale, la vendant au plus offrant des protagonistes de la guerre froide, dont leurs pays constituent souvent le champ de bataille. Mais la nation réapparaît aussi en Occident, discrètement pour l'instant. Car à la « Nouvelle gauche » répond bientôt une « Nouvelle droite ». Aussi opposée à l'Etat libéral et social qui « règne » dans les démocraties occidentales que son adversaire, la « Nouvelle droite » en appelle, pour faire pièce au capitalisme, à la nation, comme réceptacle historique de la volonté populaire. Elle s'insurge aussi contre les valeurs



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

véhiculées par les mouvements « soixante-huitards ». Du tronc de 68 s'évade encore un autre rameau, épris d'une liberté étendue au domaine économique : le « néolibéralisme », qui se développera dans les années 1980.

89 : une réponse à 68 ?

Les idées de 68 dominent les esprits par leur emprise sur le monde culturel et les médias, même si la scène politique semble statique. Mais la réaction est brutale, et la chute du Mur de Berlin en 1989 en est le déclencheur. L'onde de choc surprend tout le monde. Libérés du joug soviétique, les anciens pays de l'Est se tournent immédiatement vers l'Europe politique, eldorado de liberté et facteur de paix sur le continent depuis 1945. Sur le point de franchir un nouveau palier de son intégration - elle deviendra l'Union européenne en 1992 -, elle les accueille logiquement en son sein. Mais est-elle prête à comprendre leurs aspirations réelles ? Car elle a fait siens les appels des socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens : elle entend créer un ensemble politique « postnational », aux frontières diaphanes, où les libertés d'établissement, de transport et d'échange règneraient en maîtres. Or les pays de l'Europe orientale ont d'autres espérances que d'adhérer à un bloc politique qui voudrait se vivre sans nations, presque sans histoire. Au contraire, désireux de récupérer un passé dont ils s'estiment avoir été spoliés par l'URSS, ils considèrent que ce retour dans une historicité dont ils auraient été exclus transite par le respect de l'idée nationale. Une source de lourds malentendus s'ouvre sur une carte de l'Europe déchiquetée !

Ce décalage se produit à un moment où les Etats d'Europe occidentale découvrent un phénomène en train de prendre de plus en plus d'ampleur : l'irruption d'un discours fondé sur un retour à la nation, signe d'un refus d'Etats régis par une alliance entre le néolibéralisme et une gauche sociale-démocrate adepte, avec Blair, Clinton et Schröder, d'une troisième voie, que l'on appellera parfois « social-libérale ». Les partis qui en sont l'expression, couvrant un spectre très large allant d'un néoconservatisme plutôt libéral sur le plan économique à un néonationalisme franchement xénophobe, sont en général propulsés sans nuance dans un « pot commun » dénommé « populisme ». Leurs succès vont se répéter dans les décennies suivantes, en même temps que la mondialisation économique, épaulée par les formidables progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC), prend son essor. Pour ces mouvements, la nation apparaît comme le bastion dans lequel se retrouve le « vrai peuple », dont ils s'estiment l'unique porte-parole. Antipluralistes, ils prétendent catalyser la colère des petites gens contre les élites de droite ou de gauche, cosmopolites, qui auraient pactisé dans une acceptation pusillanime de la mondialisation déracinée.

Stimulée par la crise économique et financière des années 2008/2009 et l'explosion des flux migratoires, leur haine contre une Europe qu'ils jugent bureaucratique et « déshumanisée » se veut une protestation contre la fin des identités locales, nationales. Pour eux, il s'agit de repenser le collectif contre un Etat libéral et providentiel qui aurait failli, sous le poids de la corruption et du mépris qu'il vouerait aux plaintes d'individus décrochés de la prospérité promise par internet et les start-ups technologiques... De plus en plus ancrés dans les paysages politiques occidentaux, ces mouvements essaient largement en Europe de l'Est, mais aussi sur d'autres continents, où la nation redevient, un peu comme à la fin du XIXe siècle, l'espace d'une résistance contre les codes du libéralisme économique. Elle seule saurait protéger les identités contre le capitalisme anonyme dilaté par une sorte d'internationalisme numérique ; elle seule saurait reconstituer un Tout salvateur, contre les dégâts commis par un libre-échange économique et culturel, d'où les singularités sortiraient éteintes. Ce faisant, ils emprisonnent la nation dans la vision univoque d'un peuple dont ils seraient les uniques représentants. Sur le plan économique, le protectionnisme revient à la mode, alors que les pays européens, en se vidant de toute réflexion intégrant l'idée de nation sous ses différents aspects, s'est privée des moyens d'analyser ce climat « néo-national ».



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

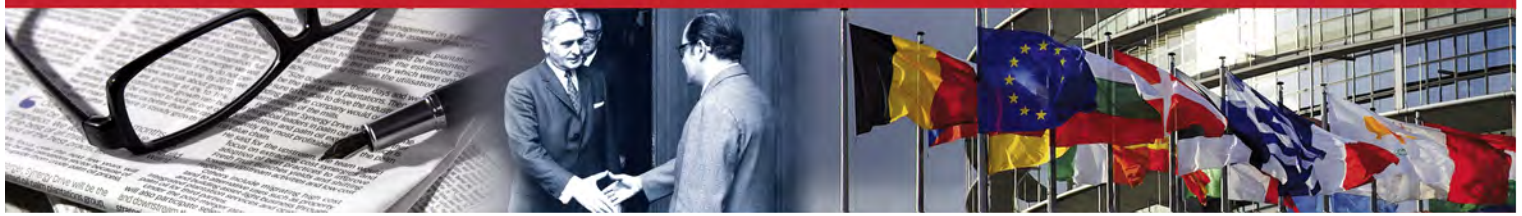
Du néonationalisme au communautarisme

Mais ce néonationalisme n'appartient pas qu'à une droite plus ou moins extrême, ou à des régimes autoritaires intra- ou extra-européens. Il se retrouve également dans une gauche, elle aussi qualifiée sans précaution de « populiste » et qui refuse l'abdication devant le marché dont la social-démocratie moderne se serait rendue coupable. Et sa lutte contre la mondialisation croise à son tour la route de l'Etat national, comme digue protectrice contre les méfaits présumés de la mondialisation, comme agent préservateur des Etats providence ! Assurément, la nation que revendiquent Podemos en Espagne, Syriza en Grèce ou les Insoumis en France, mais aussi les indépendantistes catalans d'extrême gauche ou les apôtres d'une Ecosse autonome, ne ressemble-t-elle guère à la nation du FPÖ en Autriche, du PiS en Pologne, du Fidesz en Hongrie ou de l'AfD en Allemagne. Les premiers imaginent une nation aux frontières fluctuantes, fermées à une sorte de néo-impérialisme capitaliste mais ouvertes aux immigrés de toutes provenances, avant-gardes des déshérités qu'il s'agit de sauver. Cette nation serait moins le refuge d'identités maltraitées que l'espace de ce qui est faisable, de ce qui serait encore du ressort de l'humain contre des flux financiers insaisissables... et contre l'Europe « libérale » de Bruxelles : un espace clos à l'abri des élites qui opprresseraient le peuple « vrai », de nouveau, mais dans une variante de gauche.

Il ne faudrait toutefois pas croire que la question identitaire, à gauche, serait réservée à la gauche « radicale ». Elle revêt d'autres contours et s'infiltré dans la pensée de la gauche la plus extrême, mais aussi, parfois, de la social-démocratie. Héritière de l'esprit hyperindividualiste et postmoderne des années 60, l'identité, extraite de contexte national, est brandie comme le bouclier de la liberté individuelle. Ont ainsi été érigées des identités « collectives », en fonction des genres, cultures, religions, etc., sous la forme de « communautés ». Au nom d'un égalitarisme qui devrait être parfait, mais aussi au nom du respect paradoxal de la « différence », celles-ci doivent alors être munies de droits et devraient être protégées, voire privilégiées s'il apparaît qu'elles auraient été victimes de discriminations jugées indues. L'agrégat de ces communautés, légataires d'une forme de « néo-corporatisme de la victimisation », formerait un nouveau collectif. Mais, ce communautarisme se révèle, dans la pratique, aussi intolérant que le nationalisme. Tous deux excèdent des revendications pas illégitimes en soi pour se muer en une doctrine religieuse, porteuse d'une vérité prétendument intangible. Tous deux arborent une pureté dont ils détiendraient les clés et se coalisent dans le rejet de tout ce qui est différent ! Les frontières des néonationalistes des uns font écho aux « droits à » des communautaristes, contre des majorités qui seraient, ou étrangères au corps de la nation, ou discriminantes. Au refus des droits de l'homme affichés par les premiers, pour lesquels leur universalisme est odieux, répondent les droits humains dégainés par les seconds. Fiers de leur universalisme, ces derniers traduiraient une égalité idéale et extensible à tous les humains, voire aux animaux selon les antispécistes. Voilà le problème inédit que doivent affronter les libéraux, dans le sens philosophique du terme : se frayer un chemin entre l'absolutisme de la nation, comme rempart contre la modernité, et l'absolutisme des droits « communautaires » comme affirmation d'une postmodernité enfin advenue ! Mais l'Europe a le même problème, qui les a vus enfler en parallèle en son sein. La solution passera-t-elle, comme le suggèrent certains, par le dépassement du clivage aussi traditionnel qu'improductif entre la droite et la gauche et son remplacement par la distinction global/national ou ouverture/fermeture, plus en phase avec le champ des conflits modernes ? On peut en douter. Car le débat ici esquissé dans son épaisseur historique interpelle les deux camps et les réponses ne peuvent être identiques. En revanche, droite et gauche doivent réapprendre à discuter de ces sujets sans se défaire sur des populismes plus ou moins fantasmés pour refuser de creuser le sujet !

Olivier Meuwly

* Historien, Spécialiste de l'histoire des partis politiques



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°3 | April 2018

Bibliographie :

Mathieu Bock-Côté (2017) : Le nouveau régime. Essais sur les enjeux démocratiques actuels, Montréal, Boréal.

Pascal Bruckner (2017) : Un racisme imaginaire. Islamophobie et culpabilité, Paris, Grasset.

Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg (2015) : Les droites extrêmes en Europe, Paris, Seuil.

Gil Delannoi (2018) : La nation contre le nationalisme, Paris, Presses universitaires de France.

Jacques Julliard : « Comment la gauche a capitulé », in L'Obs du 12 février 2017.

Olivier Meuwly (2016) : La droite et la gauche. Hier, aujourd'hui, demain. Essai historique sur une nécessité structurante, Genève, Slatkine.

Jan-Werner Müller (2016) : Qu'est-ce que le populisme ?, trad. de l'allemand, Paris, Gallimard.

Robert Pausch et Bernd Ulrich, « Riss durch die Mitte », in Die Zeit du 8 février 2018.

Shmuel Trigano (2012) : La nouvelle idéologie dominante : le post-modernisme, Paris, Hermann.